27 mai 1961, Sherbrooke

Association dentaire de la province de Québec

Laissez-moi d'abord vous dire qu'il me fait grand plaisir de venir vous rencontrer à l'occasion du 6e Congrès de l'Association Dentaire de la province de Québec. Je vous suis aussi très reconnaissant d'avoir bien voulu modifier quelque peu votre programme de la journée pour me permettre de prendre part à votre banquet de clôture à titre de convive et – j'en suis sûr – à titre d'ami.

Vous savez, que cette journée du 27 mai est très remplie; j'arrive à peine de Québec et je dois y retourner dès cet après-midi, après une visite à l'Université Bishop de Lennoxville, une de nos plus anciennes institutions d'enseignement dans le Québec. C'est à cause de cet horaire chargé que mon séjour parmi vous ne pourra malheureusement pas être aussi long que je l'aurais souhaité.

Aujourd'hui, c'est la première fois que je rencontre des dentistes autrement que comme patient un peu craintif et même parfois, très craintif. Par-dessus le marché, j'ai même l'audace de les rencontrer en groupe. Quoique, à bien y penser, c'est plus rassurant de vous rencontrer nombreux qu'individuellement. D'habitude, les dentistes ont sur moi l'avantage des armes, si je peux dire, et – je vous l'avoue franchement – je ne peux jamais m'empêcher de nourrir quelque appréhension lorsque je me vois dans l'obligation d'avoir recours à leur art. Je sais que mon attitude est un peu injuste, car je leur dois beaucoup, comme d'ailleurs tous leurs patients. Pour me racheter un peu, je vous dirai que je suis le premier, malgré tout, à reconnaître la valeur sociale et individuelle des services professionnels qu'ils nous rendent à tous.

Vous êtes vous-mêmes conscients – et avec raison – du rôle indispensable que vous jouez auprès de vos concitoyens. Des congrès comme celui qui se termine aujourd'hui vous fournissent justement des occasions de réfléchir sur la façon dont la pratique de ce rôle essentiel peut être améliorée. Vous tenez à perfectionner vos méthodes et à accroître l'étendue des services que vous pouvez fournir. Comme chef du gouvernement de la province, je ne peux que vous encourager à persister dans vos efforts, car je sais que, tôt ou tard, toute notre population en bénéficiera.

Les travaux et les études que vous poursuivez dans votre domaine propre visent ainsi à la réalisation d'un des principaux objectifs que le gouvernement du Québec s'est lui-même fixés : l'amélioration constante du niveau de santé des citoyens. Le gouvernement, cependant, n'entend pas tout faire lui-même. D'ailleurs, il ne le pourrait pas.

Pour réussir dans l'action à longue portée qu'il a entreprise, il a besoin de la collaboration de tous ceux qui, d'une façon ou de l'autre, partagent les mêmes soucis que lui. L'Association Dentaire de la province de Québec fait partie de ce groupe sur lequel compte le gouvernement, pour trois raisons bien précises. D'abord, les personnes qui se consacrent actuellement à la protection et à l'amélioration de la santé chez nous ont une connaissance intime et profonde des problèmes qu'ils rencontrent et qu'ils doivent s'efforcer de résoudre pour poursuivre leur travail. Elles sont les mieux placées pour fournir au gouvernement les

données dont celui-ci a absolument besoin pour élaborer et appliquer la législation qui s'impose en matière d'hygiène et de santé. De plus, la conscience professionnelle, qu'elles manifestent se traduit et se confirme par le souci qu'elles ont d'assurer à la population des services de plus en plus efficaces et de plus en plus conformes aux nécessités. Il est certain que si la durée moyenne de la vie a augmenté au cours des dernières années et si le niveau général de la santé s'est accru, c'est en grande partie à cause de l'application judicieuse par le corps médical, j'entende cette expression dans son sens le plus large – de techniques et de méthodes nouvelles.

Enfin, tout le monde connaît le sens civique des professionnels de la santé et l'intérêt qu'ils portent aux affaires des communautés humaines dans lesquelles ils vivent et dont ils font partie. Ils n'hésitent pas, malgré leurs occupations nombreuses et souvent harassantes, à donner d'eux-mêmes pour l'avancement économique, social et culturel du milieu auquel ils sont intégrés. Un tel sens social facilite au gouvernement la lourde tâche qu'il a à accomplir: il peut compter sur l'apport désintéressé de ceux qui se préoccupent du maintien et de la protection de la santé de leurs concitoyens.

Les membres du gouvernement ne sont pas des spécialistes dans tous les domaines. Le fait qu'ils aient accédé à une fonction publique n'a pas fait d'eux des êtres omniscients. Je dirais même qu'ils manqueraient à leur devoir s'ils se croyaient tels. Il leur faut, au contraire littéralement écouter le peuple, écouter surtout ceux dont les connaissances et l'expérience peuvent lui être utiles dans sa recherche du bien commun. Je ne veux pas dire ici que le gouvernement doit se contenter de faire tout ce qu'on lui demande ou tout ce qu'on lui recommande. J'insiste seulement sur le fait qu'il n'agit pas seulement pour la communauté, mais qu'il doit agir avec elle, joignant aux recommandations et aux représentations particulières qu'on lui fait la nécessité dans laquelle il se trouve constamment, de par sa fonction propre, de poursuivre des objectifs plus vastes.

Il lui importe donc d'instaurer une politique de dialogue et de la respecter. Cette politique résulte, à mon sens, des exigences de la vie en démocratie. Le gouvernement de la province entend se conformer à ces exigences; il l'a fait au cours des derniers mois, par exemple au moment de la conception et lors de la mise en marche du programme d'assurance-hospitalisation, et il continuera de le faire. C'est pourquoi, chaque fois que j'ai l'occasion de prendre la parole devant une élite comme la vôtre, je n'hésite jamais à lui demander les leçons de son expérience. C'est ce que je fais aujourd'hui avec vous. Les projets que le gouvernement veut mettre à exécution sont tellement nombreux et auront une telle portée que nous avons le devoir de réfléchir sérieusement avant de les appliquer et d'écouter avec grand soin ceux qui ont quelque chose à nous dire. Nous ne vivons pas dans une tour d'ivoire; nous voulons être présente aux problèmes de notre époque. Nous voulons, dans la mesure du possible, corriger ce qui nous y déplaît; les moyens pour le faire seront d'autant plus efficaces que les groupes sociaux et professionnels divers se seront mis de la partie et auront collaboré avec nous, chacun à sa façon.

Je disais tout à l'heure que vous aviez profité de votre Congrès pour réfléchir, étudier et discuter. Les problèmes auxquels vous vous êtes arrêtés appartiennent sans doute à votre domaine propre d'action, mais l'effort de pensée que vous avez fait à leur propos est, à mon

sens, une œuvre d'éducation. Une œuvre d'éducation d'abord pour vous, comme délégués au Congrès, mais aussi une œuvre d'éducation pour le public qu'on met au courant de vos travaux par les journaux et autrement.

Par la tenue d'un tel Congrès – et c'est le cas des autres groupes qui en font autant – vous vous êtes associés, d'après moi, à un autre des grands objectifs visés par le gouvernement que je dirige. Cet objectif, vous le connaissez, c'est celui de l'éducation.

L'éducation est véritablement le sujet de l'heure. On en parle quotidiennement dans tous les journaux et elle suscite une attention extraordinaire par toute la province. Je crois que cette publicité que reçoit la cause de l'éducation est extrêmement salutaire. Elle a rendu – et rend encore – notre peuple conscient de son importance et provoquera, à la longue, une acceptation enthousiaste des réformes et des améliorations qui s'avéreront nécessaires. Déjà on nous demande d'agir, et d'agir vite. Mais s'il y a un domaine où la hâte peut être mauvaise conseillère, c'est bien celui de l'éducation. Les conséquences des mesures que le gouvernement adoptera dans un avenir prochain se feront sentir sur des millions de citoyens, pendant des générations. Il est donc important d'examiner tous les détails pertinents et de connaître tous les faits. La Commission Royale d'Enquête que le gouvernement a récemment instituée s'attaquera à tous les aspects de cette grave question et fournira des éléments de solution aptes à guider l'action de l'État, et cela, pour le plus grand bien de toute la population.

Il existe en effet une chose dont le gouvernement est convaincu. Notre peuple est, à cause de la géographie, de l'histoire et de la démographie, dans une position telle que l'éducation et la culture sont devenues les conditions de sa survivance comme entité distincte et de son appartenance au monde moderne. On a déjà dit que notre destinée ne se trouvait pas dans la richesse matérielle, ni le pouvoir militaire. Je ne sais jusqu'à quel point c'est vrai, mais je suis certain cependant que c'est surtout par nos réalisations intellectuelles que nous nous ferons collectivement une place dans ce monde. Le gouvernement veut agir de telle sorte que cet objectif soit atteint. Il accorde en conséquence une bonne part de son attention aux problèmes de l'éducation chez nous, sans négliger, bien entendu, les autres questions qu'on lui soumet. Vous formez un groupe professionnel assez spécialisé et l'éducation comme telle n'est pas votre préoccupation immédiate. Du reste, il est normal qu'il en soit ainsi. Je vous dis quand même ces choses pour deux raisons.

Vous avez vous-même bénéficié d'un enseignement supérieur. Vous en connaissez les avantages et vous êtes en mesure, à cause de la formation que vous avez reçue, de vivre une vie plus remplie, plus complète et plus intéressante.

Vous faites aussi partie, chacun dans votre milieu, d'une élite. Vous avez, pour la plupart, des responsabilités civiques et sociales variées. Je n'ai pas l'habitude de donner des conseils à ceux qui me font l'honneur de m'inviter à leur adresser la parole. Je ne le ferai pas aujourd'hui non plus, mais je me permettrai tout de même d'exprimer un souhait. Je voudrais que, de retour chez vous, vous gardiez en mémoire non pas nécessairement tout ce que je vous ai dit, mais l'insistance que j'ai mise à souligner l'importance de l'éducation pour notre peuple. À mes yeux – et je le répète encore – elle nous permettra de survivre et de nous réaliser comme peuple socialement et culturellement différent des 19000000 de personnes qui

nous entourent. Comme Premier ministre du Québec, je ne peux pas passer ce fait sous silence, et vous, dans votre milieu, je crois que vous ne devriez pas l'oublier. Vous êtes capables, par votre prestige et à cause de vos responsabilités comme citoyens éclairés, de transmettre cette idée à ceux avec qui vous venez en contact. Vous êtes capable de la faire valoir. Vous êtes surtout capables – avec les autres citoyens qui, comme vous, possèdent les avantages de l'éducation – de provoquer et de nourrir une prise de conscience par toute la population, de l'importance vitale de l'éducation et de la culture chez nous.

En vous acquittant de vos obligations professionnelles et en participant à votre façon à la diffusion de ces quelques idées sur l'éducation, vous aurez, je pense, facilité grandement à votre gouvernement la réalisation des objectifs qu'il s'est fixés et qui tendent tous à une seule fin la rénovation économique et sociale de notre peuple.